



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 10 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 février 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Lostis Recyclage**

ZI La Palue  
86220 Ingrandes

Références : 2025 201 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007203141

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 février 2025 dans l'établissement Lostis Recyclage implanté ZI La Palue 86220 Ingrandes. L'inspection a été annoncée le 6 février 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lostis Recyclage
- ZI La Palue 86220 Ingrandes
- Code AIOT : 0007203141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de tri et transit de déchets dangereux et non dangereux, exploitée par la société Lostis Recyclage, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2014-DRCLAJ/BUPPE-165 en date du 23 juin 2014, cet acte valant agrément. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-DCPPAT/BE-017 daté du 21 janvier 2019 a actualisé le classement des installations du site. L'entreprise n'est pas soumise :

- aux garanties financières (courrier préfectoral du 8 août 2014) ;

- à la directive IED.

**Cette inspection a été diligentée en raison de la survenue, le 6 février 2025, d'un incendie affectant la zone des déchets non dangereux (DND, nouvelle appellation des déchets industriels banals - DIB) localisée au sud du périmètre d'exploitation autorisé, sur la plateforme bétonnée, à ciel ouvert.**

La précédente inspection avait été diligentée le 19 décembre 2023, dans le cadre du programme de surveillance des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 5.1.4	Demande d'action corrective	15 jours
4	Surveillance pérenne RSDE / périodicité	AP Complémentaire du 13 janvier 2016, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
6	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement, article R. 181-46	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Incendie, rapport	AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 2.5.1
3	Surveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 4.3.10
5	Surveillance tributylétain cation	AP Complémentaire du 13 janvier 2016, article 2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des déchets non dangereux (DND) en partie calcinés doit être finalisée.

La périodicité de surveillance des composés pentachlorophénol et tributylétain doit respecter la disposition réglementaire (surveillance trimestrielle).

En outre, une demande d'examen au cas par cas est requise, tel que rappelé lors de la précédente visite d'inspection, au titre de l'extension de capacité des activités relevant de la rubrique 2713 mentionnée dans le porter à connaissance (PAC) du 6 septembre 2022.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incendie, rapport**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...]</i>

**Constats :**

Un incendie s'est déclaré le 6 février 2025, un peu avant 7h00. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le jour même, en fin de matinée, une fiche de notification d'accident. Il y est notamment fait mention des éléments suivants :

- incendie déclaré à 7h46 dans un tas de DIB trié, sans matières dangereuses ;
- sinistre détecté par une caméra : fumée puis petite implosion avant incendie ;
- temps froid, pas de pluie ;
- aucune conséquence humaine ;
- aucun dégât matériel ;
- pas de terre polluée (installation bénéficiant d'une dalle béton étanche) ;
- fermeture de la vanne du décanteur - séparateur d'hydrocarbures (DSH) sud afin de contenir les eaux d'extinction d'incendie avant intervention du SDIS (durée intervention : 1 heure).

À l'arrivée sur site de l'inspection, aux environs de 14h00, l'activité du site a repris dans des conditions normales.

L'incendie a eu lieu en limite sud du périmètre autorisé, au même endroit que celui survenu au sein également d'un tas de DND, le 18 juillet 2022.

La société ORTEC est en cours de pompage des eaux confinées dans le DSH sud.

L'exploitant rappelle la présence, dans ce secteur notamment, d'une caméra thermique à détection de flamme. L'inspection a pu visualiser le sinistre sur la vidéo archivée par l'exploitant, qui se déroule tel que décrit dans le rapport d'accident susmentionné.

Depuis l'incendie de juillet 2022, et l'arrêté du 19 août 2022 mettant en demeure l'exploitant de stocker les déchets non dangereux combustibles dans des alvéoles munies de parois béton, cette zone est désormais conforme aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2013 (constats réalisés lors de la précédente visite d'inspection). L'incendie a été en conséquence confiné au sein du périmètre ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 51.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Traitement

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.*

**Constats :**

Il subsiste un tas de déchets en partie calcinés (quelques dizaines de m<sup>3</sup>).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les éléments justifiant leur prise en charge par une installation autorisée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Surveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23 juin 2014, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites d'émission (VLE)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect des valeurs limites d'émission (VLE), pour les rejets n°1 et 2, relatives aux paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- hydrocarbures totaux ;</li> <li>- matières en suspension ;</li> <li>- DCO ;</li> <li>- DBO5 ;</li> <li>- Chrome hexavalent ;</li> <li>- plomb ;</li> <li>- métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux campagnes d'analyse réalisées au cours de l'année 2024 mettent en évidence des concentrations conformes aux attendus. L'exploitant souligne notamment le balayage de la plateforme réalisé désormais mensuellement et une gestion optimisée des déchets (quantités réduites sur site).</p> <p>Il indique que, tel que mentionné lors de la précédente visite d'inspection du 19 décembre 2023, la réalisation d'un bassin tampon en amont de chacun des deux séparateurs est planifiée à partir de mars 2025, afin d'améliorer le traitement des eaux pluviales.</p> <p>Un devis signé, daté du 16 décembre 2024 , est présenté. Il précise que les travaux n'ont pas pu être engagés au cours de l'année 2024, dans l'attente de la validation du projet par l'agence de l'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Surveillance pérenne RSDE / périodicité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13 janvier 2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, périodicité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mise en place de la surveillance pérenne relative aux rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE), recherche des paramètres pentachlorophénol et tributylétain cation selon une périodicité trimestrielle, en sortie de débourbeur séparateur d'hydrocarbure.</p>
<b>Constats :</b>

La dernière campagne de prélèvements, au droit des deux DSH, a été réalisée le 5 novembre 2024.
La précédente campagne avait été menée le 25 janvier 2024. Le composé pentachlorophénol n'avait cependant pas été recherché dans le point de rejet sud.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
La périodicité de surveillance des paramètres pentachlorophénol et tributylétain cation doit être de 3 mois. La prochaine campagne doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais et être renouvelée tous les 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Surveillance tributylétain cation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13 janvier 2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi RSDE
<b>Prescription contrôlée :</b>
substance tributylétain : <i>"toutes dispositions doivent être prises pour que leurs émissions soient supprimées à l'échéance 2021."</i>
<b>Constats :</b>
Les deux analyses de 2024 montrent des concentrations en tributylétain inférieures à limite de quantification de 0,02 µg/l (limite conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/02/2025, article R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, extension périmètre
<b>Prescription contrôlée :</b>
<i>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</i>
<i>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</i>
<i>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</i>
<i>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</i>
<i>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que</i>

*l'autorisation initiale.*

*II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.*

[...]

**Constats :**

Tel que précisé dans le point de contrôle n° 3, il est planifié la réalisation d'un bassin tampon en aval de chacun des DSH.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La réalisation programmée des bassins tampon doit faire l'objet d'un porter à connaissance (PAC) présentant notamment le fonctionnement hydraulique du site, les volumes des bassins, le plan schématique des réseaux mis à jour.

Tel que précisé lors de la dernière visite d'inspection le 19 décembre 2023, le PAC transmis le 6 septembre 2022 faisant mention d'une superficie dédiée à la rubrique 2713 augmentée de plus de 1 000 m<sup>2</sup>, surface correspondante au seuil de l'enregistrement, il revient à l'exploitant de transmettre une demande d'examen au cas par cas telle que prévue par les articles R. 122-3 et R. 122-3-1 du code de l'environnement (formulaire cerfa 14734\*04 et notice associée 51656#05).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois